

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 09/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

OI FRANCE SAS

69 RUE ALBERT THOMAS
BP 141
51100 Reims

Références : D3 i 2025-322
Code AIOT : 0005701475

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2025 dans l'établissement OI FRANCE SAS implanté 69 RUE ALBERT THOMAS 51055 REIMS CEDEX 51100 Reims. L'inspection a été annoncée le 24/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée suite à la transmission par l'exploitant de son protocole de redémarrage du four n°3, qui a lieu du 19 au 30 mars 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OI FRANCE SAS
- 69 RUE ALBERT THOMAS 51055 REIMS CEDEX 51100 Reims

- Code AIOT : 0005701475
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société OI Manufacturing est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral 2005-A-152-IC du 21 Octobre 2005 pour la rubrique 3330 (fabrication du verre avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes / jour). Elle est complétée par différents arrêtés préfectoraux complémentaires dont l'arrêté 2016-APC-038-IC du 30 mars 2016 modifiant son classement ICPE.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Redémarrage du four 3 – Rejets atmosphériques	AP de Mise en Demeure du 12/02/2024, article 1	Sans objet
2	Redémarrage du four 3 – Traitement des rejets atmosphériques	AP de Mise en Demeure du 12/02/2024, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection constate que l'exploitant a mis en oeuvre un protocole basé sur le retour d'expérience afin d'éviter de court-circuiter le systèmes de traitement des fumées lors du redémarrage du four n°3. Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la réglementation applicable.

L'exploitant s'est engagé à transmettre des justificatifs à l'inspection pendant cette phase de redémarrage et à son issue.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Redémarrage du four 3 – Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/02/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des fumées
Prescription contrôlée : L'exploitant OI MANUFACTURING FRANCE est mis en demeure de respecter sous un délai de 6 mois : L'article 25 de l'arrêté ministériel du 12/03/2003 qui dispose que : "Les unités de traitement sont conçues pour pouvoir traiter avec l'efficacité nécessaire les effluents qu'elles peuvent recevoir. Des dispositions doivent être prises de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Les unités de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec

asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées."

Constats :

Le 19/03/2025 l'exploitant a transmis à l'Inspection son protocole de redémarrage du four n°3 dont la première étape a eu lieu le jour même :

- 19/03/2025 : début de l'attrempage du four 3 ;
- 28/03/2025 : début du remplissage du four 3 avec de la matière vitrifiable ;
- 30/03/2025 : distribution du verre aux machines de production de bouteilles.

Bien que l'Inspection était informée de la période approximative de redémarrage du four n°3, l'Inspection considère que l'exploitant aurait du transmettre plus tôt son protocole.

L'attrempage a bien commencé le 19/03/2025 et l'exploitant indique qu'il a basé son protocole sur son retour d'expérience des années passées (redémarrage du four n°2 en 2023 suite à sa réfection, arrêt du four n°3 en 2024, arrêt et redémarrage du four n°2 en 2024) pour pouvoir respecter l'article 25 de l'arrêté ministériel et traiter les fumées pendant toute la période de redémarrage. A ce titre, l'exploitant a mis en fonctionnement :

- 12 brûleurs mobiles (brûleurs « excelsius ») au niveau du four 3 dont 2 brûleurs au niveau du carneau (conduit de fumée) afin de garantir une montée en température progressive du four et une température suffisante des fumées avant leur entrée dans le système de traitement des fumées. Une fois la température du four optimale, les brûleurs fixes du four prendront le relais (le 26/03/2025) ;
- 2 brûleurs fixes permanents à l'entrée du DéNOx pour garantir une température de 280 °C à l'entrée du DéNOx afin de pouvoir traiter les fumées.

Lors de la visite, l'Inspection a pu constater la présence des brûleurs mobiles et a pu accéder à la salle de supervision de l'usine. Concernant les paramètres mesurés en continu par l'exploitant, l'Inspection a constaté :

- Poussières totales (Valeur limite d'émission - VLE : 20 mg/Nm3) : pas de dépassements observés ;
- CO (VLE : 100 mg/Nm3) : quelques dépassements ponctuels les 18/03 et 19/03 et des dépassement continus pour les journées du 20/03 au 25/03 aux environs de 200 mg/Nm3. L'exploitant explique que ces dépassements correspondent à la période de mise en service des brûleurs « excelsius » pour le redémarrage du four 3. Lors de la visite, l'Inspection constate que les valeurs de CO redeviennent conformes à partir de 12h00
- NOx (VLE : 800 mg/Nm3) : l'Inspection constate des pics horaires de dépassement de la VLE sans que la moyenne journalière soit supérieure à la VLE.

Par sondage, l'Inspection n'a pas constaté d'écart majeur à la prescription contrôlée. L'exploitant s'est engagé à transmettre à l'inspection :

- sous 7 jours : un état des lieux de l'avancée du redémarrage du four n°3

- sous 15 jours : le bilan de la surveillance des rejets atmosphériques du mois de mars 2025 et une interprétation des dépassements des valeurs limites, le cas échéant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Redémarrage du four 3 – Traitement des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/02/2024, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Indisponibilité des traitements

Prescription contrôlée :

La société OI MANUFACTURING FRANCE est mise en demeure de respecter sous un délai de 12 mois :

l'article 26 de l'arrêté ministériel du 12/03/2003 qui dispose que :

"Les unités de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant si besoin les fabrications concernées.

La durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement (entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration...), pendant laquelle les valeurs limites de rejets atmosphériques pourraient être dépassées, ne doit pas excéder 250 heures par an.

Ces dépassements de valeurs limites devront faire l'objet de déclarations prévues à l'article 38 du décret du 21 septembre 1977 susvisé. L'exploitant réalise une évaluation des polluants rejetés durant ces périodes d'indisponibilité."

Constats :

Sur l'année 2023 : suite au dépassement du compteur de 250 h/an (629 h fin 2023), l'exploitant a transmis une évaluation des risques sanitaires (ERS) à l'Inspection en date du 04/03/2025. L'Inspection est en cours d'instruction de cette ERS et produira un rapport d'instruction en ce sens. Des suites seront communiquées à l'exploitant ultérieurement.

Sur l'année 2024 : le compteur d'indisponibilité est de 220 h/an.

Sur l'année 2025 : l'exploitant a transmis les bilans de la surveillance des rejets atmosphériques des mois de janvier et février 2025. L'Inspection constate l'absence de période d'indisponibilité des installations de traitement des rejets atmosphériques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection considère que l'arrêté préfectoral n°2024-MD-19-IC du 12/02/2024 peut être abrogé.

Type de suites proposées : Sans suite